



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
30 avril 2001
Français
Original: anglais

Session annuelle de 2001
11-22 juin 2001, New York
Point 2 de l'ordre du jour provisoire
FNUAP

Fonds des Nations Unies pour la population

**Ressources allouées aux programmes et projets de pays approuvés
par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration et utilisation
de ces ressources**

Rapport du Directeur exécutif

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Programmes et projets de pays approuvés par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration, achevés en 2000 ou en cours d'exécution en 2001	3
III. Programmes de pays lancés en 2001	5
IV. Solde des engagements du FNUAP	5
Annexe (contenant le glossaire et les tableaux 1 à 5)	7

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la décision 84/21 du Conseil d'administration et informe ce dernier de l'utilisation des ressources allouées aux programmes et projets de pays du FNUAP approuvés par l'ancien Conseil d'administration de sa trente-huitième session (1991) à sa quarantième session (1993) et par le nouveau Conseil d'administration de 1994 à 2000. Il n'est présenté qu'à titre d'information et n'appelle donc aucune décision ni mesure de la part du Conseil.

2. Les informations fournies portent sur les éléments suivants : a) les programmes et projets terminés en 2000; b) ceux qui sont encore en cours d'exécution en 2001; et c) ceux qui ont été lancés en 2001 après avoir été approuvés par le Conseil d'administration en 2000.

3. Les chiffres présentés se rapportent au montant total des dépenses, toutes sources de financement confondues, y compris les fonds multilatéraux. Il convient de noter que la définition de certains termes tels que « montant total des dépenses » figure dans un glossaire placé en annexe au présent document.

4. On notera aussi que la date de démarrage d'un programme est celle qui est consignée dans le document approuvé par le Conseil d'administration. L'année de fin d'un programme¹ : a) l'année où tous les projets ont été menés à bien; b) l'année précédant celle où un autre programme a commencé (deux programmes du Fonds ne peuvent simultanément se dérouler dans le même pays); ou c) l'année où un programme est considéré comme achevé pour d'autres raisons.

5. En théorie, pour exécuter un programme de pays, on pourrait répartir uniformément les ressources disponibles sur toute la durée du programme. Dans la pratique, ce n'est pas réalisable pour plusieurs raisons :

a) Chaque programme suit sa propre dynamique; pour certains, il faut allouer plus de ressources en début de période, tandis que pour d'autres, il faut grouper les ressources en fin de période. Pour tous les programmes, le montant des ressources nécessaires varie d'une année à l'autre;

b) Même dans le cadre de son plan de financement pluriannuel, le FNUAP ne connaît pas le montant réel des ressources imputées sur le budget ordinaire pour les années à venir mais uniquement celles de l'année en cours, et encore seulement à la fin de celle-ci. Il doit donc décider des dépenses à engager pour chaque programme au début de l'année sans connaître le montant des ressources qui seront disponibles pour la période restant à courir. Une telle incertitude quant au montant et aux apports de ressources peut gravement entraver l'exécution du programme mais l'adoption du plan de financement pluriannuel par le Conseil d'administration, dans sa décision 2000/9, devrait permettre de mieux prévoir le montant des ressources disponibles;

c) Compte tenu des délais d'exécution des programmes, il n'est pas toujours possible de répondre aux variations soudaines de recettes. Afin de tirer le meilleur

¹ Un programme n'est pas nécessairement achevé lorsque la date initialement prévue pour la fin des opérations est échue (cette date pouvant être reportée) ou lorsque les ressources initialement approuvées ont été affectées (car il est possible que des ressources additionnelles deviennent disponibles ou que les recettes évitent que la totalité du montant prévu soit allouée).

parti des ressources disponibles tout en évitant de puiser dans la réserve opérationnelle, il peut s'avérer nécessaire de transférer des ressources d'un programme à un autre pour une année donnée sans réduire le montant initial approuvé pour le programme de pays considéré.

6. On trouvera à l'annexe du présent rapport des tableaux fournissant des informations détaillées sur tous les programmes de pays approuvés par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration ainsi que les nouvelles propositions et le solde des engagements du FNUAP.

II. Programmes et projets de pays approuvés par l'ancien et le nouveau Conseil d'administration, achevés en 2000 ou en cours d'exécution en 2001

7. En 2000, le FNUAP a reconstitué dans son intégralité la réserve opérationnelle dans laquelle il avait dû puiser en raison de la situation financière difficile qu'il avait connue en 1999. De ce fait, il avait dû négocier des réductions de ressources avec les gouvernements des pays de programmes, ce qui signifie que ces programmes ainsi que les programmes régionaux et interrégionaux avaient dû être revus à la baisse et que de nombreuses activités avaient été soit regroupées soit supprimées. Il en est résulté certaines difficultés et notamment : une perte de crédibilité du Fonds vis-à-vis de ses partenaires, des problèmes pour assurer l'exécution des programmes et des répercussions sur les résultats escomptés des programmes. En outre, le montant réel des ressources ordinaires disponibles au cours du dernier cycle de quatre ans allant de 1997 à 2000 se chiffrait à 1 milliard 96 millions, soit seulement trois quarts de la somme de 1 milliard 460 millions prévue dans le plan de travail de 1997-2000 qu'avait approuvé initialement le Conseil d'administration. Comme ce montant était inférieur aux prévisions, le FNUAP avait dû réduire en conséquence les crédits affectés aux programmes.

8. Bien que le Fonds se soit servi du taux d'utilisation des ressources (tel qu'il était défini dans le document DP/1989/34) pour mesurer l'exécution des programmes, du fait de la diminution des ressources affectées aux programmes, ce chiffre ne donne pas une idée exacte de l'exécution réelle des programmes et doit donc être interprété avec prudence. Par exemple, si le taux était calculé sur la base des recettes encaissées et du financement apporté à chaque programme au cours des quatre dernières années considérées, le taux d'utilisation des ressources indiquerait que le programme avait donné d'excellents résultats. Or, en raison de l'imprévisibilité des ressources disponibles de 1997 à 2000, le FNUAP a eu du mal à ajuster l'échelle et le rythme d'exécution des programmes par rapport aux recettes effectivement encaissées. Il devrait par conséquent se fixer comme objectif prioritaire de disposer de ressources en augmentation et prévisibles.

9. Sur les programmes² que le Conseil d'administration a approuvés et qui ont été lancés en 2000 ou avant 2000, 14 ont été achevés en 2000 et 80 sont encore en cours en 2001 (voir tableau 1).

² Programmes de pays ou grand projets approuvés par l'ancien ou le nouveau Conseil d'administration.

10. Pour les 14 programmes achevés en 2000, le montant *total* des dépenses, toutes sources confondues, s'élevait à 145,3 millions de dollars contre un total approuvé de 187,9 millions, ce qui porte à 77 % en moyenne le taux d'utilisation des ressources totales qui allait de 59 % à 115 % (voir tableau 2). Pour trois de ces programmes, concernant le Guatemala, le Cambodge et le Viet Nam, le taux d'utilisation des ressources totales a dépassé 100 %.

11. Les dépenses imputées sur le budget ordinaire pour les 14 programmes en question s'élevaient à 131,3 millions de dollars pour un montant total approuvé de 145,9 millions de dollars, soit un taux d'utilisation des ressources ordinaires de 90 % (voir tableau 2). On notera à cet égard que le montant approuvé pour les programmes de pays du FNUAP comprend les dépenses imputées sur le budget ordinaire et sur les autres ressources, y compris les fonds multilatéraux. En l'absence de fonds multilatéraux et si les ressources ordinaires sont disponibles, le Fonds est autorisé à dépenser les ressources ordinaires jusqu'à concurrence du montant total approuvé. Sur les 14 programmes achevés en 2000, chaque programme particulier a utilisé des ressources ordinaires à concurrence de 68 à 177 % du montant approuvé. Le taux d'utilisation des ressources ordinaires était relativement bas pour le Burkina Faso (68 %), le Ghana (68 %) et l'Indonésie (72 %). En règle générale, cette faiblesse des taux d'utilisation des ressources enregistrés en Afrique était due à plusieurs grands facteurs dont les difficultés financières (notamment en 1999 et en 2000), l'introduction du nouveau cadre logique (adopté en 1997, mais pour lequel on n'a pas reçu de directives ou de formation avant la fin de 1998) et le taux élevé de rotation du personnel dans certains pays. Le faible taux d'utilisation des ressources destinées aux programmes du Burkina Faso et du Ghana était lié principalement aux retards importants qui avaient été pris dans l'élaboration des sous-programmes et des projets, eux-mêmes dus au fait que les directives et la formation nécessaires à l'introduction du cadre logique n'étaient pas disponibles au début du cycle de programmation. Pour le programme exécuté en Indonésie, le taux relativement faible d'utilisation des ressources s'explique en grande partie par la crise politique et économique persistante que traverse le pays depuis le deuxième semestre de 1997.

12. En ce qui concerne les 80 programmes en cours au 1er janvier 2001, plus le programme est ancien plus les taux globaux de dépenses sont élevés à l'exception de la Sierra Leone. Le programme de pays de la Sierra Leone a été lancé en 1993 et a eu un taux moyen de dépenses totales de 56 % contre 59 % en moyenne pour les trois programmes lancés en 1996. Or, la Sierra Leone a eu un taux de dépenses au titre des ressources ordinaires de 83 %, qui est largement supérieur à ceux des programmes lancés en 1996 (75 % en moyenne). Le total des dépenses pour tous les programmes en cours était inférieur aux plafonds précédemment approuvés à une exception près – celles du programme pour les Caraïbes qui étaient plus importantes que prévu puisqu'elles atteignaient 126 %. Ce programme a maintenant été prolongé jusqu'à 2002 et des ressources supplémentaires seront demandées pour financer la poursuite des activités essentielles, y compris l'élaboration d'un nouveau programme.

13. Le taux de dépenses imputées sur le *budget ordinaire* pour les programmes en cours est de 69 % pour l'Amérique latine et les Caraïbes; de 51 % pour l'Afrique subsaharienne; de 44 % pour les États arabes et l'Europe; et de 41 % pour l'Asie et le Pacifique (voir tableau 3b). Les taux de dépenses varient d'une région à l'autre en raison de divers facteurs, comme les décalages entre les dates de lancement et d'achèvement des programmes.

14. La majorité des programmes qui étaient en cours d'exécution en 2000 se déroulent comme prévu; quelques-uns d'entre eux accusent toutefois un faible taux d'utilisation des ressources imputées sur le *budget ordinaire*. Étant donné que le taux d'exécution des programmes de pays varie considérablement au cours des deux premières années pour les raisons indiquées plus haut au paragraphe 5, la présente étude se fonde essentiellement sur les programmes qui étaient en cours depuis au moins trois ans au 1er janvier 2001.

15. Plusieurs programmes de pays lancés en 1997 avaient un faible taux d'utilisation des ressources imputées sur le budget ordinaire après quatre ans d'exécution. Il s'agissait des programmes de la Guinée (39 %) et du Nigéria (42 %), auxquels il restait un an à courir et de celui de l'Inde (41 %), auquel il restait deux ans. En Guinée, la programmation a été considérablement retardée du fait de l'introduction des directives et de la formation du personnel de contrepartie nationale destinées au nouveau cadre logique. Au Nigéria, la signature des accords portant sur les sous-programmes et les projets a pris beaucoup de retard en raison de la longueur des négociations. En Inde, le faible taux d'utilisation des ressources est dû à la lenteur des opérations de démarrage les deux premières années du programme et à des difficultés financières après le lancement du programme. Par ailleurs, plusieurs pays dont le programme avait débuté en 1998 avaient un faible taux d'utilisation des ressources après trois années d'exécution, comme l'Éthiopie (23 %) dont le programme avait encore un an à courir; et le Lesotho (15 %) et la Guinée-Bissau (16 %), dont les programmes devaient se terminer dans deux ans. Le programme de l'Éthiopie n'avait pas débuté avant janvier 2000, deux ans plus tard que prévu pour différentes raisons. Au Lesotho, les troubles civils avaient rendu problématique l'exécution du programme; le FNUAP était en train de renforcer le bureau de ce pays et s'attendait à une amélioration du taux d'utilisation des ressources pendant l'année. En Guinée-Bissau, le faible taux d'utilisation des ressources était dû essentiellement à la crise politique que traversait le pays.

16. Pour les programmes qui avaient débuté en 1999, le taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire était en moyenne de 26 %, allant de 22 % pour le Bénin à 30 % pour le Burundi. Pour ceux qui avaient démarré en 2000, les taux de dépenses étaient en moyenne de 7 %, allant de 2 % à 20 %.

III. Programmes de pays lancés en 2001

17. Le FNUAP a présenté au Conseil d'administration pour examen et pour approbation en 2000 et à sa première session ordinaire de 2001 un total de 13 programmes de pays devant être lancés en 2001. Cinq de ces programmes étaient destinés à des pays de la région d'Afrique subsaharienne, deux à des pays de la région des États arabes et de l'Europe, trois à des pays de la région de l'Asie et du Pacifique et trois autres à la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le montant total des dépenses prévues pour ces programmes s'élevait à 206,5 millions de dollars dont 123,9 millions étaient à imputer sur le budget ordinaire (voir tableau 4).

IV. Solde des engagements du FNUAP

18. Le solde des engagements du FNUAP au titre du budget ordinaire pour les programmes en cours s'élève à 384,1 millions de dollars, répartis comme suit :

142,9 millions pour l'Afrique subsaharienne; 64,2 millions pour les États arabes et l'Europe; 151,2 millions pour l'Asie et le Pacifique; et 25,8 millions pour l'Amérique latine et les Caraïbes (voir tableau 3b). Le solde des engagements au titre du budget ordinaire pour les programmes lancés en 2001 s'élevait à 123,9 millions – 48 millions pour l'Afrique subsaharienne, 8,5 millions pour les États arabes et l'Europe, 56 millions pour l'Asie et le Pacifique et 11,4 millions pour l'Amérique latine et les Caraïbes (voir tableau 4). En conséquence, le solde total des engagements était de 508 millions, répartis comme suit: 190,9 millions pour l'Afrique subsaharienne; 72,7 millions pour les États arabes et l'Europe; 207,2 millions pour l'Asie et le Pacifique; et 37,2 millions pour l'Amérique latine et les Caraïbes (voir tableau 5).

Annexe

Glossaire

On trouvera dans les tableaux les abréviations et les termes suivants :

Prolongation : prolongation de la durée en nombre d'années au-delà de la date initialement approuvée par le Conseil d'administration;

Montant total approuvé : montant approuvé pour un programme de pays, constitué de « ressources ordinaires » et d'« autres ressources » (en général des fonds multilatéraux dans le cadre de fonds d'affectation spéciale);

Montant approuvé au titre du budget ordinaire : montant approuvé pour le programme de pays à prélever sur les ressources ordinaires;

Montant total des dépenses : montant dépensé jusqu'à l'année 2000 comprise, par rapport au montant total approuvé;

Dépenses imputées sur le budget ordinaire : montant dépensé jusqu'à l'année 2000 comprise, au titre du budget ordinaire. Pour des raisons techniques, ce montant comprend la participation aux coûts;

Taux d'utilisation des ressources : défini dans le document DP/1989/34 pour les programmes achevés, le « taux d'utilisation des ressources » correspond au rapport entre le montant des dépenses effectuées pour un programme et le montant approuvé par l'ancien ou le nouveau Conseil d'administration pour ce programme. Dans le présent rapport, le « taux d'utilisation des ressources totales » est calculé sur la base de toutes les ressources tandis que le « taux d'utilisation des ressources ordinaires » n'est calculé que sur la base des ressources ordinaires;

Taux de dépenses : pour les programmes en cours d'exécution, le « taux de dépenses » est égal au montant total des dépenses effectuées uniquement jusqu'à l'année 2000 incluse depuis le démarrage du programme, divisé par le montant total approuvé pour le programme. Dans le présent document, le « taux global de dépenses est calculé à partir de toutes les ressources, tandis que le « taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire » n'est calculé qu'à partir des ressources ordinaires;

Solde des engagements au titre du budget ordinaire : montant approuvé pour un programme de pays au titre du budget ordinaire, déduction faite des dépenses imputées sur le budget ordinaire effectuées jusqu'à l'année 2000 incluse. S'il est négatif, le solde des engagements au titre du budget ordinaire est comptabilisé dans le présent rapport comme solde nul. Le solde des engagements au titre du budget ordinaire n'est donc pas nécessairement égal au montant approuvé, déduction faite des dépenses.

Tableau 1
État d'avancement des programmes de pays

<i>Année de démarrage</i>	<i>Programmes achevés en 2000</i>	<i>Programmes en cours d'exécution en 2001</i>
1991	1	
1993		1
1994	1	
1995	2	
1996	3	3
1997	7	32
1998		31
1999		3
2000		10
Total	14	80

Tableau 2
Exécution des programmes de pays achevés en 2000

(Chiffres provisoires en millions de dollars des États-Unis)^{a, b}

Région/pays	Lancement	Achèvement	Prolongation	Montant total approuvé	Montant total approuvé au titre du budget ordinaire	Montant total des dépenses en 2000	Dépenses imputées sur le budget ordinaire 2000	Montant total des dépenses jusqu'en 2000	Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 2000	Taux d'utilisation des ressources totales (en %)	Solde des engagements au titre du budget ordinaire	Taux d'utilisation des ressources imputées sur le budget ordinaire (en %)
Afrique subsaharienne												
Burkina Faso	Janv. 97	Déc. 00	0	10,3	8,8	1,1	1,1	6,1	6,0	60	2,8	68
Congo	Janv. 91	Déc. 00	6	5,8	5,8	0,3	0,3	4,5	4,5	77	1,3	77
Ghana	Janv. 96	Déc. 00	0	25,0	18,0	2,4	1,8	14,8	12,3	59	5,7	68
Namibie	Janv. 97	Déc. 00	0	6,1	3,6	0,6	0,4	4,7	4,3	77	0,0	120
Ouganda	Janv. 97	Déc. 00	0	24,0	16,0	3,3	2,6	19,7	15,7	82	0,3	98
Tchad	Janv. 96	Déc. 00	0	9,0	8,0	1,0	1,0	6,2	6,2	69	1,8	78
Total Afrique subsaharienne				80,2	60,2	8,7	7,3	56,0	49,1	70	11,9	82
États arabes et Europe												
Palestine	Janv. 96	Déc. 00	1	7,2	5,2	1,2	0,9	6,2	5,4	86	0,0	104
Turquie	Janv. 95	Déc. 00	1	7,0	6,0	0,9	0,5	5,2	4,8	74	1,2	79
Total États arabes et Europe				14,2	11,2	2,1	1,4	11,3	10,2	80	1,2	91
Asie et Pacifique												
Cambodge	Janv. 97	Déc. 00	0	16,0	14,0	3,3	3,2	17,4	17,2	109	0,0	123
Indonésie	Janv. 95	Déc. 00	1	30,0	25,0	2,5	2,5	17,9	17,9	60	7,1	72
Viet Nam	Janv. 97	Déc. 00	0	24,0	20,0	5,4	4,2	24,8	19,9	103	0,1	100
Total Asie et Pacifique				70,0	59,0	11,3	9,9	60,2	55,0	86	7,2	93
Amérique latine et Caraïbes												
Équateur	Janv. 97	Déc. 00	0	5,0	4,0	0,6	0,6	4,2	4,1	84	0,0	103
Guatemala	Janv. 94	Déc. 00	3	3,5	2,0	0,3	0,3	4,0	3,5	115	0,0	177

<i>Région/pays</i>	<i>Lancement</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Prolongation</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant total approuvé au titre du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire 2000</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 2000</i>	<i>Taux d'utilisation des ressources totales (en %)</i>	<i>Solde des engagements au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux d'utilisation des ressources imputées sur le budget ordinaire (en %)</i>
Pérou	Janv. 97	Déc. 00	-1	15,0	9,5	1,4	1,4	9,5	9,5	64	0,0	100
Total Amérique latine et Caraïbes				23,5	15,5	2,3	2,2	17,7	17,2	76	0,0	111
Total général				187,9	145,9	24,3	20,8	145,3	131,3	77	20,3	90

^a Voir le glossaire (p.) pour les abréviations et les termes utilisés dans les tableaux.

^b Les chiffres étant arrondis, le total peut différer de la somme des termes.

Tableau 3a
Exécution des programmes de pays en cours en 2001

(Chiffres provisoires, en millions de dollars des États-Unis)^{a,b}

<i>Région</i>	<i>Année de lancement/pays</i>	<i>Lancement</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Prolongation</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant total du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire 2000</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 2000</i>	<i>Taux global de dépenses (en pourcentage)</i>	<i>Solde des engagements au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire (en pourcentage)</i>	
1993														
AF ^b	Sierra Leone	Janv. 93	Déc. 01	4	5,2	3,5	0,2	0,2	2,9	2,9	56	0,6	83	
1996														
AF	Cap-Vert	Janv. 96	Déc. 01	1	6,0	5,0	0,3	0,3	3,2	3,1	53	1,9	63	
AR ^c	République arabe syrienne	Janv. 96	Déc. 01	1	18,0	13,0	0,8	0,9	9,7	8,6	54	4,4	66	
AL ^d	Honduras	Janv. 96	Déc. 01	2	8,2	5,2	0,9	0,8	6,2	5,7	76	0,0	110	
Total 1996					32,2	23,2	2,1	2,0	19,1	17,5	59	6,2	75	
1997														
AF	Angola	Janv. 97	Déc. 02	2	15,0	9,6	1,2	1,2	8,1	7,5	54	2,1	78	
AF	Comores	Janv. 97	Déc. 01	–	3,4	3,0	0,5	0,1	2,3	1,7	67	1,3	56	
AF	Côte d'Ivoire	Janv. 97	Déc. 01	–	12,5	10,0	0,7	0,7	5,3	5,2	42	4,8	52	
AF	Érythrée	Janv. 97	Déc. 01	1	6,8	4,8	0,7	0,6	4,9	4,9	72	0,0	101	
AF	Gambie	Janv. 97	Déc. 01	–	4,5	3,5	0,4	0,4	2,0	2,0	45	1,5	57	
AF	Guinée	Janv. 97	Déc. 01	–	9,5	7,5	0,5	0,4	3,0	2,9	32	4,6	39	
AF	Kenya	Janv. 97	Déc. 03	2	20,0	16,5	1,9	1,9	9,6	8,6	48	7,9	52	
AF	Malawi	Janv. 97	Déc. 01	–	15,0	11,0	1,5	1,1	11,1	9,0	74	2,0	81	
AF	Nigéria	Janv. 97	Déc. 01	–	32,5	32,5	3,7	3,7	13,6	13,6	42	18,9	42	
AF	République centrafricaine	Jan 97	Déc. 01	–	5,5	5,0	0,7	0,7	3,2	3,2	58	1,8	64	
AF	République-Unie de Tanzanie	Janv. 97	Déc. 01	–	25,0	21,0	2,4	2,4	17,6	13,5	71	7,5	64	
AF	Sénégal	Janv. 97	Déc. 01	–	15,0	10,0	1,0	1,0	6,8	6,8	46	3,2	68	
AF	Togo	Janv. 97	Déc. 01	–	7,0	6,0	0,5	0,5	2,9	2,9	42	3,1	49	
AF	Zambie	Janv. 97	Déc. 01	–	10,5	8,5	3,4	3,4	8,6	8,6	82	0,0	101	
AR	Albanie	Janv. 97	Déc. 01	1	4,0	2,8	0,3	0,3	1,7	1,7	42	1,1	60	

<i>Région</i>	<i>Année de lancement/pays</i>	<i>Lancement</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Prolongation</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant total du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire 2000</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 2000</i>	<i>Taux global de dépenses (en pourcentage)</i>	<i>Solde des engagements au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire (en pourcentage)</i>
AR	Djibouti	Janv. 97	Déc. 02	2	3,0	2,0	0,3	0,3	1,5	1,5	49	0,5	73
AR	Liban	Janv. 97	Déc. 01	–	3,5	2,5	0,9	0,3	3,0	1,4	85	1,1	56
AR	Maroc	Janv. 97	Déc. 01	–	19,0	13,0	1,3	1,3	9,9	9,5	52	3,5	73
AR	Soudan	Janv. 97	Déc. 01	–	17,0	17,0	1,6	1,6	8,7	8,7	51	8,3	51
AR	Tunisie	Janv. 97	Déc. 02	1	7,0	4,5	0,6	0,4	3,3	2,9	48	1,6	65
AS ^c	Chine	Janv. 97	Déc. 01	1	20,0	20,0	3,5	3,5	10,4	10,4	52	9,6	52
AS	Inde	Janv. 97	Déc. 02	1	100,0	80,0	9,0	9,0	33,0	33,0	33	47,0	41
AS	Mongolie	Janv. 97	Déc. 01	–	9,3	6,0	1,5	1,5	5,3	5,2	57	0,8	87
AS	Népal	Janv. 97	Déc. 01	–	35,0	25,0	3,1	2,5	18,2	15,0	52	10,0	60
AS	République démocratique populaire lao	Janv. 97	Déc. 01	1	6,0	5,2	1,4	1,4	3,6	3,6	60	1,6	69
AS	Sri Lanka	Janv. 97	Déc. 01	1	7,6	5,0	0,7	0,6	4,9	4,1	64	0,9	83
AL	Caraïbes	Janv. 97	Déc. 02	2	5,0	4,0	1,9	1,9	6,3	6,2	126	0,0	156
AL	Cuba	Janv. 97	Déc. 01	–	4,5	4,5	0,3	0,3	2,2	2,2	48	2,3	48
AL	El Salvador	Janv. 97	Déc. 01	–	6,3	4,0	0,6	0,6	3,2	2,5	50	1,5	63
AL	Haïti	Janv. 97	Déc. 01	2	16,0	10,5	2,3	1,2	9,3	7,6	58	2,9	72
AL	Mexique	Janv. 97	Déc. 01	–	15,5	10,5	1,2	1,2	6,3	6,3	41	4,2	60
AL	République dominicaine	Janv. 97	Déc. 01	–	5,5	4,5	0,6	0,6	4,1	4,1	74	0,4	90
Total 1997					466,4	369,9	50,1	46,2	233,7	216,1	50	156,2	58
1998													
AF	Afrique du Sud	Janv. 98	Déc. 01	–	10,0	6,0	0,9	0,3	3,0	1,9	30	4,1	32
AF	Botswana	Janv. 98	Déc. 02	–	2,5	2,0	0,6	0,4	1,6	1,4	63	0,6	68
AF	Cameroun	Janv. 98	Déc. 02	–	12,0	10,5	1,5	1,5	3,1	3,1	26	7,4	30
AF	Éthiopie	Janv. 98	Déc. 01	–	30,0	24,8	4,4	3,0	8,1	5,6	27	19,2	23
AF	Gabon	Janv. 98	Déc. 01	–	1,7	1,2	0,1	0,1	0,9	0,9	55	0,3	77
AF	Guinée-Bissau	Janv. 98	Déc. 02	–	4,0	3,0	0,1	0,1	0,5	0,5	12	2,5	16
AF	Guinée équatoriale	Janv. 98	Déc. 02	–	2,5	2,5	0,5	0,5	1,7	1,7	66	0,8	66
AF	Lesotho	Janv. 98	Déc. 02	–	3,0	2,5	0,2	0,2	0,4	0,4	13	2,1	15

<i>Région</i>	<i>Année de lancement/pays</i>	<i>Lancement</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Prolongation</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant total approuvé au titre du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire 2000</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 2000</i>	<i>Taux global de dépenses (en pourcentage)</i>	<i>Solde des engagements au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire (en pourcentage)</i>
AF	Mali	Janv. 98	Déc. 02	-	11,0	10,0	0,8	0,8	3,7	3,6	33	6,4	36
AF	Mauritanie	Janv. 98	Déc. 01	-	7,0	4,0	1,5	0,7	3,1	2,4	45	1,6	60
AF	Mozambique	Janv. 98	Déc. 01	-	23,2	14,0	4,1	3,3	15,3	10,5	66	3,5	75
AF	Niger	Janv. 98	Déc. 01	2	13,1	8,8	1,3	1,0	7,0	5,9	53	2,9	67
AF	Rwanda	Janv. 98	Déc. 01	1	5,0	4,2	1,1	0,7	3,8	3,3	77	0,9	79
AF	Sao Tomé-et-Principe	Janv. 98	Déc. 01	-1	2,1	1,6	0,3	0,3	1,0	1,0	50	0,6	65
AF	Swaziland	Janv. 98	Déc. 02	-	2,3	2,0	0,2	0,2	0,7	0,7	32	1,3	37
AR	Algérie	Janv. 98	Déc. 01	1	7,0	5,1	0,5	0,4	1,9	1,7	27	3,4	34
AR	Égypte	Janv. 98	Déc. 01	-	18,0	14,4	2,7	1,9	8,4	6,7	47	7,7	46
AR	Jordanie	Janv. 98	Déc. 02	-	4,5	4,0	0,4	0,4	1,2	1,2	26	2,8	30
AR	Yémen	Janv. 98	Déc. 01	-	18,0	12,0	3,0	1,8	7,0	4,3	39	7,7	36
AS	Bangladesh	Janv. 98	Déc. 02	-	35,0	31,0	3,7	3,7	16,6	16,5	47	14,5	53
AS	Bhoutan	Janv. 98	Déc. 01	-1	4,4	4,0	1,4	1,4	3,6	3,6	82	0,4	91
AS	Maldives	Janv. 98	Déc. 02	-	4,5	2,5	0,8	0,6	1,9	1,5	43	1,0	60
AS	Pacifique Sud	Janv. 98	Déc. 02	1	10,0	7,2	1,3	1,1	4,4	3,4	44	3,8	48
AS	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Janv. 98	Déc. 02	-	6,5	5,0	0,5	0,5	1,9	1,9	29	3,1	38
AS	République populaire démocratique de Corée	Janv. 98	Déc. 02	1	3,6	3,6	0,4	0,4	1,4	1,4	40	2,2	40
AS	Thaïlande	Janv. 98	Déc. 01	-	3,2	3,2	0,6	0,6	1,1	1,1	34	2,1	33
AL	Bolivie	Janv. 98	Déc. 02	-	12,0	8,5	2,0	1,1	5,3	3,5	45	5,0	41
AL	Brésil	Janv. 98	Déc. 01	-	9,0	8,0	0,8	0,8	4,6	4,6	51	3,4	57
AL	Colombie	Janv. 98	Déc. 01	-	2,4	2,4	0,4	0,4	1,1	1,1	45	1,3	45
AL	Nicaragua	Janv. 98	Déc. 01	-	11,4	8,4	1,4	1,2	7,2	5,2	63	3,2	62
AL	Paraguay	Janv. 98	Déc. 02	-	5,5	3,0	0,5	0,5	1,6	1,6	29	1,4	54
Total 1998					284,4	219,4	38,2	30,0	123,0	102,3	43	117,1	47

Région	Année de lancement/pays	Lancement	Achèvement	Prolongation	Montant total approuvé	Montant total approuvé au titre du budget ordinaire	Montant total des dépenses en 2000	Dépenses imputées sur le budget ordinaire 2000	Montant total des dépenses jusqu'en 2000	Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 2000	Taux global de dépenses (en pourcentage)	Solde des engagements au titre du budget ordinaire	Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire (en pourcentage)
1999													
AF	Bénin	Janv. 99	Déc. 03	–	12,0	10,0	0,7	0,7	2,2	2,2	18	7,8	22
AF	Burundi	Janv. 99	Déc. 01	–	8,0	4,5	0,7	0,7	1,3	1,3	17	3,2	30
AF	Madagascar	Janv. 99	Déc. 03	–	14,4	12,5	1,5	1,4	3,5	3,4	25	9,1	27
Total 1999					34,4	27,0	2,9	2,8	7,0	6,9	20	20,1	26
2000													
AF	Zimbabwe	Janv. 00	Déc. 04	–	18,0	8,0	0,8	0,5	0,8	0,5	5	7,5	6
AR	Azerbaïdjan	Janv. 00	Déc. 04	–	5,5	4,0	0,6	0,6	0,6	0,6	11	3,4	16
AR	Kazakhstan	Janv. 00	Déc. 04	–	6,0	4,0	0,8	0,8	0,8	0,8	13	3,2	20
AR	Kirghizistan	Janv. 00	Déc. 04	–	5,0	3,5	0,4	0,4	0,4	0,4	9	3,1	12
AR	Ouzbékistan	Janv. 00	Déc. 04	–	7,5	6,0	0,4	0,4	0,4	0,4	5	5,6	6
AR	Tadjikistan	Janv. 00	Déc. 04	–	6,0	4,0	0,3	0,3	0,3	0,3	5	3,7	7
AR	Turkménistan	Janv. 00	Déc. 04	–	5,0	3,5	0,4	0,4	0,4	0,4	9	3,1	13
AS	Iran (République islamique d')	Janv. 00	Déc. 04	–	11,0	9,0	1,1	1,1	1,1	1,1	10	7,9	13
AS	Pakistan	Janv. 00	Déc. 03	–	35,0	28,0	0,7	0,6	0,7	0,6	2	27,4	2
AS	Philippines	Janv. 00	Déc. 04	–	30,0	20,0	2,9	1,0	2,9	1,0	10	19,0	5
Total 2000					129,0	90,0	8,5	6,1	8,5	6,1	7	83,9	7
Total général							101,9	87,3				384,1	

^a Les chiffres étant arrondis, le total peut différer de la somme des termes.

^b Afrique subsaharienne.

^c États arabes et Europe.

^d Amérique latine et Caraïbes.

^e Asie et Pacifique.

Tableau 3b

Récapitulatif des programmes de pays en cours d'exécution en 2001, par région(Chiffres provisoires, en millions de dollars des États-Unis)^a

<i>Région/nombre de pays</i>		<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>	<i>Montant total des dépenses jusqu'en 2000</i>	<i>Dépenses imputées sur le budget ordinaire jusqu'en 2000</i>	<i>Taux global de dépenses (en pourcentage)</i>	<i>Solde des engagements au titre du budget ordinaire</i>	<i>Taux de dépenses imputées sur le budget ordinaire (en pourcentage)</i>
Afrique subsaharienne	35	375,2	289,5	166,8	146,7	44	142,9	51
États arabes et Europe	17	154,0	115,3	59,1	51,1	38	64,2	44
Asie et Pacifique	16	321,1	254,7	110,9	103,5	35	151,2	41
Amérique latine et Caraïbes	12	101,3	73,5	57,3	50,5	57	25,8	69
Total	80						384,1	

^a Les chiffres ayant été arrondis, le total peut différer de la somme des termes.

Tableau 4

Programmes de pays lancés en 2001^a(Chiffres provisoires, en millions de dollars des États-Unis)^b

<i>Région/Pays</i>	<i>Lancement</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>
Afrique subsaharienne				
Burkina Faso	Janv. 01	Déc. 05	10,5	8,5
Ghana	Janv. 01	Déc. 05	25,3	14,0
Namibie	Janv. 01	Déc. 05	12,5	3,5
Ouganda	Janv. 01	Déc. 05	29,0	16,0
Tchad	Janv. 01	Déc. 05	6,5	6,0
Total Afrique subsaharienne			83,8	48,0
États arabes et Europe				
Palestine	Janv. 01	Déc. 04	7,0	4,0
Turquie	Janv. 01	Déc. 05	5,5	4,5
Total États arabes et Europe			12,5	8,5
Asie et Pacifique				
Cambodge	Janv. 01	Déc. 05	26,0	15,0
Indonésie	Janv. 01	Déc. 05	28,0	21,0
Viet Nam	Janv. 01	Déc. 05	27,0	20,0
Total Asie et Pacifique			81,0	56,0

<i>Région/Pays</i>	<i>Lancement</i>	<i>Achèvement</i>	<i>Montant total approuvé</i>	<i>Montant approuvé au titre du budget ordinaire</i>
Amérique latine et Caraïbes				
Équateur	Janv. 01	Déc. 03	6,0	2,4
Guatemala	Janv. 01	Déc. 04	3,2	2,0
Pérou	Janv. 01	Déc. 05	20,0	7,0
Total Amérique latine et Caraïbes			29,2	11,4
Total général			206,5	123,9

^a Comprend les programmes présentés jusqu'à la première session ordinaire de 2001.

^b Les chiffres ayant été arrondis, le total peut différer de la somme des termes.

Tableau 5
**Solde des engagements du FNUAP au titre du budget ordinaire
au 1er janvier 2001**

(Chiffres provisoires, en millions de dollars des États-Unis)^a

<i>Région</i>	<i>Programmes en cours d'exécution^b</i>	<i>Programmes de pays lancés en 2001^c</i>	Total
	<i>(1)</i>	<i>(2)</i>	(3) = (1) + (2)
Afrique subsaharienne	142,9	48,0	190,9
États arabes et Europe	64,2	8,5	72,7
Asie et Pacifique	151,2	56,0	207,2
Amérique latine et Caraïbes	25,8	11,4	37,2
Total	384,1	123,9	508,0

^a Les chiffres ayant été arrondis, le total peut différer de la somme des termes.

^b Voir tableau 3b.

^c Voir tableau 4.